

Séance publique du lundi 17 décembre 2012

Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

Absents :

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville - Autorisation de signer l'avenant n°4 au marché de maîtrise d'oeuvre

Frédéric TSITSONIS rapporte :

[Par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002, la Ville de Montpellier a approuvé le dossier de concours du nouvel hôtel de ville. Le 19 décembre 2002, un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération a été confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM).

A l'issue d'un concours, un contrat de maîtrise d'œuvre a été attribué par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2003 au groupement : « J. Nouvel / F. Fontès / Terrel Technologies / Verdier ».

Rappelons que le programme prévoit la réalisation d'environ 25 000 m² de SHON pour l'accueil du public, les bureaux des élus et des services, les espaces communs et les locaux techniques.

La durée des travaux sera de 43 mois (y compris la période de préparation du chantier).

Par délibération du Conseil municipal du 1er février 2005, la Ville a approuvé l'avant projet détaillé ainsi que l'avenant n°1 (en moins value) au contrat de maîtrise d'œuvre ramenant le montant d'honoraire de 6 508 125 € H.T. initial pour la mission de base à 6 439 831 € H.T. Un avenant n°2 au contrat de maîtrise d'œuvre a été contracté le 5 juillet 2006 sans incidence financière (changement de statut juridique du cabinet d'architecture F. Fontès). Un avenant n°3 au contrat de maîtrise d'œuvre a été contracté le 24 avril 2008 ramenant le montant d'honoraire de 6 508 125 € H.T. initial pour la mission de base à 7 435 695,53 € H.T. (mission de base) et à 8 171 695, 53 € H.T. (mission de base et missions complémentaires Synthèse et SSI).

Le présent avenant a pour objet la prise en compte technique et financière dans le marché de maîtrise d'œuvre, de la réalisation de différents travaux et missions complémentaires s'avérant nécessaires à la réalisation et à la finition de l'ouvrage ainsi que de la prolongation du délai de chantier.

Les travaux supplémentaires, non imputables à la maîtrise d'œuvre, correspondent principalement à l'adaptation de la capacité de la salle du Conseil en vue des futures évolutions institutionnelles, à la modification des cloisonnements pour prendre en compte l'évolution des services, à l'optimisation du mobilier

par intégration dans les cloisons, à l'adaptation du bâtiment aux nouvelles réglementations Handicapés, à la prise en compte dans le bâtiment des nouvelles technologies (équipement et câblage informatique, vidéo-surveillance, contrôle d'accès, SSI), à l'intégration d'équipements de sécurité incendie à la demande des pompiers, ainsi qu'à la prise en compte de contraintes d'interface entre le bâtiment et ses espaces extérieurs.

Les travaux supplémentaires imputables au maître d'œuvre, sur lesquels s'appliquent des pénalités sur la rémunération de celui-ci, portent principalement sur des modifications de façade (habillages complémentaires divers pour locaux techniques en toiture / changement de coloris et de typologie de façade / peinture complémentaire / prototype supplémentaire / modification de signalétique), des adaptations dans l'agencement de certains espaces (modification de finition de paroi dans les bureaux, noyaux publics, salle du conseil et espace du maire / adaptation pupitre salle conseil pour équipements informatiques) et intègrent certains oublis et erreurs divers dans les marchés compte tenu de la complexité des ouvrages (oublis portes escaliers / contrainte coupe-feu mur rideau hall / complément acoustique salle des Rencontres).

Les missions complémentaires notifiées par ordre de service portent sur la réalisation par le maître d'œuvre des métrés (OS n°8) destinés à optimiser la comparaison des différentes offres dans le cadre de la préparation des dossiers de consultation des entreprises, la mise en œuvre d'essais au vent par soufflerie et simulation (OS n°9) afin d'affiner la tenue générale des façades, des brise-soleils et des ombrières, et enfin une mission d'intégration des œuvres en plafond des grandes salles publiques (OS n° 13) nécessaire pour mener à bien l'ensemble des interfaces techniques et artistiques.

La prise en compte des travaux complémentaires a eu pour incidence une adaptation de phasage et un rallongement du délai de réalisation des travaux de 10 mois. La part retenue de cette incidence de délai sur l'adaptation de la rémunération du maître d'œuvre a été négociée à 2,5 mois.

Par voie de conséquence, et après application du taux de rémunération pour les travaux supplémentaires non imputables au maître d'œuvre et calcul des pénalités sur les travaux supplémentaires imputables à celui-ci, les honoraires du maître d'œuvre doivent être ajustés par une rémunération complémentaire de 699 160, 46 € H.T., soit 22,46 % par rapport au montant initial d'honoraire compris missions complémentaires de 7 244 125 € H.T., et soit 8,55 %, par rapport au montant d'honoraire de 8 171 695, 53 € H.T. issu de l'avenant n°3, ce qui porte le marché à 8 870 855, 99 € H.T. (mission de base et missions complémentaires Synthèse et SSI).

Ce montant de rémunération complémentaire a bien été intégré dans le bilan du Compte Rendu Annuel à la Collectivité approuvé par délibération du Conseil Municipal du 23 juillet 2012 (exercice 2011).

En conclusion :

La commission d'appel d'offres de la Ville de Montpellier en date du 20 novembre 2012 a émis un avis favorable à la signature de cet avenant.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver l'avenant en plus value de 699 160, 46 € H.T au contrat de maîtrise d'œuvre dont le nouveau montant est de 8 870 855, 99 € H.T. (mission de base et missions complémentaires Synthèse et SSI).
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, Service Conduite d'Opérations : Nature : 23 13 - Fonction : 900 201 - Programme : 10040

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/12/2012